

Le rôle des forêts pour le climat sous-estimé

Ces écosystèmes ont des effets majeurs sur les températures et les précipitations, ignorés par les décideurs

S'il fallait encore convaincre de la nécessité d'accélérer les efforts en matière de lutte contre la déforestation, un rapport publié lundi 24 octobre par le World Resources Institute (WRI), un groupe de réflexion américain spécialisé dans les questions environnementales, apporte des arguments supplémentaires. Cette étude, intitulée « Not just carbon », souligne que les forêts sont encore plus importantes que les décideurs ne le pensent habituellement pour la régulation du climat : au-delà du cycle du carbone, elles ont des effets sur les températures et les précipitations, dont les implications au niveau local, régional et global ne sont quasiment jamais prises en compte.

Aujourd'hui, les forêts sont d'abord considérées comme une source d'émission de CO₂ – elles libèrent du carbone quand elles sont détruites, dégradées ou brûlées – et comme un puits de carbone – les arbres en séquestrent quand ils poussent. Mieux les protéger pourrait ainsi contribuer à hauteur d'environ un tiers aux efforts d'atténuation requis d'ici à 2030 pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. Mais les écosystèmes forestiers ont bien d'autres impacts sur le fonctionnement du système climatique dans son ensemble. « Ils ont aussi des effets biophysiques en jouant un rôle dans le transfert de chaleur et d'humidité entre la surface de la terre et l'atmosphère », détaille Frances Seymour, spécialiste des forêts au WRI.

Les quatre principaux effets des forêts sur le climat, autres que ceux liés au carbone, ont été clairement démontrés par la science. L'albédo est le pouvoir réfléchissant d'une surface : les surfaces claires renvoient une grande partie de l'énergie solaire dans l'espace et peuvent avoir un effet de refroidissement.

Transfert d'humidité

Au contraire, la canopée des forêts boréales, par exemple, beaucoup plus sombre que la neige qui se trouve en dessous, absorbe cette énergie et contribue au réchauffement global. Ensuite, les arbres libèrent de l'humidité dans l'air et agissent comme une sorte de climatisation naturelle, un phénomène appelé « évapotranspiration ». Le caractère « rugueux » ou inégal du couvert affecte également la vitesse du vent et les turbulences, qui participent à éloigner la chaleur et l'humidité de la surface de la terre. Enfin, les



Un phénomène de libération de l'humidité, appelé « évapotranspiration », dans une forêt d'épicéas, près de Liberec, en République tchèque, en 2020. VSFP/GETTY IMAGES

« Des pays pourraient commencer à calculer l'effet total et global de leurs forêts sur le climat »

MICHAEL WOLOSIN
chercheur pour l'ONG
Conservation International

arbres libèrent de petites particules, des aérosols, qui interagissent avec l'atmosphère.

Combinés, tous ces effets ont une influence sur la production de nuages, qui participent au refroidissement de la planète. « Après les grandes tempêtes qui ont détruit une partie des forêts dans les Landes en 1999, on a pu observer une baisse de l'ennoyage dans la

région », confirme Denis Loustau, directeur de recherches à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et spécialiste des interactions forêts-climat. Selon des travaux scientifiques récents, lorsque ces dynamiques non liées au carbone sont prises en compte, l'impact de la destruction des forêts tropicales sur le réchauffement augmente de 50 %. « Les forêts tropicales sont donc bien plus importantes pour la régulation du climat que ce que l'on pensait, ce qui signifie qu'il faut leur attribuer une plus grande part des financements consacrés à la lutte contre la déforestation », insiste Frances Seymour.

Le WRI rappelle aussi que la destruction de massifs dans un pays peut affecter le cycle des pluies et contribuer à la survenue de sécheresses dans d'autres Etats. Les forêts génèrent des précipitations localement, mais elles faci-

litent aussi le transfert d'humidité à travers les continents, celle-ci pouvant se transformer en pluie à des centaines de kilomètres de son point de départ. Les scientifiques estiment par exemple que les forêts du Brésil fournissent 13 % à 32 % des précipitations annuelles de la Bolivie, du Paraguay, de l'Uruguay et de l'Argentine. « Il n'y a aucune institution qui permette de représenter les intérêts des agriculteurs et des villes qui se trouvent en aval dans les processus de décision concernant la gestion des terres », regrette Frances Seymour. Ces acteurs se retrouvent pourtant en situation de stress hydrique à cause de la déforestation qui a lieu ailleurs. »

Les forêts agissent aussi sur les températures moyennes et extrêmes au niveau local. Des études montrent que la conversion de forêts tropicales en terres cultivées peut augmenter les températures diurnes les plus élevées de plus de

7 °C, ce qui nuit à la productivité des cultures mais aussi à la santé des personnes qui vivent ou travaillent dans ces zones. Pour celles-ci, l'effet local de cette déforestation est supérieur à l'impact du réchauffement global.

Institutions transfrontalières

« En ignorant ces effets, les politiques actuelles sous-évaluent systématiquement les services climatiques rendus par les forêts, ne parviennent pas à anticiper l'ensemble des risques associés à la déforestation et aboutissent à une répartition inéquitable des responsabilités et des ressources », déplorent les auteurs du rapport. Le WRI appelle à mieux les prendre en compte, en créant des mécanismes pour gérer l'impact de la déforestation sur les précipitations, par exemple sur le modèle d'institutions transfrontalières concernant les eaux de surface ou les flux de pollution de l'air, et en

faisant évoluer les politiques liées à l'aménagement du territoire.

« Des pays pourraient commencer à calculer l'effet total et global de leurs forêts sur le climat dans le cadre de leurs contributions déterminées au niveau national », le processus par lequel chaque Etat détermine et évalue son ambition climatique dans le cadre de l'accord de Paris conclu en 2015, suggère aussi Michael Wolosin, chercheur au sein de l'ONG américaine Conservation International. « On ne peut que soutenir ce plaidoyer et souhaiter que ces effets soient pris en compte, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui », observe Denis Loustau. Mais il faut d'abord qu'ils soient connus du public et des décideurs, même si les scientifiques les décrivent depuis une trentaine d'années. Après, peut-être que des réflexions en termes politiques pourront être menées. » ■

FERRINE MOUTERDE

Un an après la COP26, l'insuffisante lutte contre la déforestation

Les engagements pour les forêts, notamment financiers, annoncés en 2021 lors de la conférence climat en Ecosse, ne se sont pas concrétisés

C'était il y a un an, lors de la COP26 pour le climat en Ecosse. Cent quarante-cinq Etats s'engageaient, par le biais de la « déclaration de Glasgow », à mettre un terme à la déforestation et à la dégradation des terres d'ici à 2030. Une condition indispensable pour espérer atteindre la neutralité carbone en 2050, mais aussi pour enrayer l'érosion de la biodiversité.

« La déclaration de Glasgow a été un grand moment, c'était la première fois qu'un tel engagement était pris par autant de pays, rappelle Erin Matson, consultante pour la société de conseil Climate Focus. Un an plus tard, à l'approche de la COP27, on se demande : que sont devenues ces promesses ? La réponse courte est que les Etats ne sont pas sur la bonne trajectoire pour atteindre l'objectif pour

2030, même si de modestes progrès ont été enregistrés. »

Selon une « Evaluation de la déclaration pour les forêts » publiée lundi 24 octobre, réalisée par Climate Focus en partenariat avec des organisations de la société civile, la déforestation a diminué de 6,3 % en 2021 par rapport au taux de déforestation moyen pour la période 2018-2020. Pour mettre un coup d'arrêt au phénomène d'ici à la fin de la décennie, la déforestation globale devrait diminuer de 10 % chaque année. « Etant donné que tous les indicateurs de changement forestier fluctuent assez fortement d'une année à l'autre, une image plus claire des progrès ou de l'absence de progrès émergera au fil des années », précise l'étude. « A chaque fois que l'on n'atteint pas les 10 %, cela oblige à faire des efforts encore plus importants

les années suivantes pour rattraper le retard », ajoute Erin Matson.

Environ 6,8 millions d'hectares ont disparu en 2021, soit une superficie équivalente à celle de l'Irlande, ce qui a provoqué l'émission de 3,9 gigatonnes de gaz à effet de serre. Dans les forêts tropicales humides, précieuses pour le climat et la biodiversité, la baisse n'a été que de 3,1 %. Le Brésil, la Bolivie, la République démocratique du Congo et le Paraguay, quatre des cinq Etats où la déforestation est la plus importante, ont encore connu une augmentation de celle-ci.

Améliorations en Asie tropicale

Une seule région, l'Asie tropicale, est sur la bonne trajectoire pour 2030. En Indonésie notamment, la déforestation a diminué de façon continue au cours des cinq dernières années – le pays n'a toutefois

pas renouvelé, en 2021, un moratoire qui suspendait toute mise à disposition de nouvelle terre pour la plantation de palmiers à huile. En Afrique, des améliorations ont aussi été constatées au Ghana, en Côte d'Ivoire ou en Ouganda et en Tanzanie. « Nous avons observé de réels progrès lorsque les gouvernements, les acteurs privés et la société civile ont collaboré pour agir de façon audacieuse et déterminée », précise Erin Matson. C'est ce type d'actions qu'il faut généraliser. »

Mise en place de chaînes d'approvisionnement durables, renforcement de la gouvernance, reconnaissance et sécurisation des droits des peuples autochtones, hausse des financements : pour l'instant pourtant, à l'échelle globale, les avancées restent insuffisantes dans tous les domaines. Seul un quart des grandes entre-

prises mondiales du secteur agricole ont annoncé une politique claire pour éliminer la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement, et moins de 20 % sont sur la bonne trajectoire pour honorer leurs engagements, rappelle l'étude. Le secteur minier accuse encore davantage de retard.

« Les Etats ne sont pas sur la bonne trajectoire pour atteindre l'objectif pour 2030 »

ERIN MATSON
consultante pour la société
de conseil Climate Focus

Si les promesses financières de 2021 étaient mises en œuvre, elles permettraient de multiplier par quatre le montant actuellement mobilisé à l'échelle internationale pour les forêts, soit environ 2,3 milliards de dollars (environ 2,3 milliards d'euros) par an. Problème, un an après la COP26, aucune information publique ne permet d'évaluer à quel point les engagements ont été suivis d'effets. « Les données disponibles ne montrent pas encore une augmentation des financements correspondant aux promesses », soulignent les auteurs de l'évaluation. Surtout, ces engagements ne sont pas à la hauteur des besoins. Pour le WRI, c'est par... 200 que les financements actuels devraient être multipliés pour espérer atteindre les objectifs fixés pour 2030. ■

P.M.